L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, JEUDI MATIN, 11 MAI 1882. 55me Année.

Publié, Exposé & Cie., Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post office at New Orleans, La as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.
JEUDI, 11 MAI 1882.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.

Un an.....$12 00
Six mois.....6 00
Trois mois.....3 00
Un mois.....1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, aux mêmes bureaux.

EDITION DU DIMANCHE.

Un an.....$2 00
Renferme deux feuilles.

EDITION HEBDOMADAIRE.

Un an.....$2 00
Six mois.....1 00
Quatre mois.....1 00
Trois mois.....75
Renferme deux feuilles.

La demande d'une nouvelle Constitution pour la Louisiane.

Dans le message qu'il vient d'adresser à la Législature, le gouverneur, après s'être appesanti sur les principales imperfections du poste fondamental de 1879—imperfections qui ont été signalées, plus d'une fois, dans l'ABEILLE, et, à mesure qu'une triste expérience nous les indiquait plus clairement, plus abhorrent, ont été qualifiées de déplorables—le gouverneur, disons-nous, termine cette partie de sa communication par ces mots :

Une nouvelle Constitution serait un bienfait. J'espère que l'Etat aura une loi organique plus conforme à nos besoins et s'accordant mieux avec nos lois.

Nous nous permettrons de ne point partager, sous le rapport des amendements, comme ceux plusieurs autres, l'opinion du premier magistrat de la Louisiane.

Tout en reconnaissant les avantages qui résulteraient d'abrogations et de modifications d'articles, Son Excellence exprime la crainte que la présentation d'un trop grand nombre de changements à la fois n'amène la confusion, et, si nous avons bien saisi sa pensée, le doute qui s'élève dans son esprit à l'endroit de la convenance ou de la sagesse du système, le pousse à préférer une nouvelle Constitution.

Pour avoir une nouvelle Constitution, il faudrait une Convention, et voilà précisément ce qui ne nous rassure pas.

Nous ne voulons pas nier, d'avance, les lumières de ceux ou de la majorité de ceux que les électeurs enverraient à l'Assemblée ; nous nous demandons, seulement, si les successeurs des délégués de 1879 seraient supérieurs à ces derniers. Et s'il nous était démontré qu'ils le seraient, nous aurions encore le droit de demander s'ils feraient mieux.

Il est souvent prudent et utile de juger de l'avenir par le passé.

Certes, il faut se cramponner à l'espoir aussi longtemps que possible, mais il vient un moment où un peuple est bien obligé d'avouer que l'espoir le mouraît par trop médiocrement. Nous croyons que la généralité des citoyens est arrivée à cette douloureuse conclusion, après s'être bercés d'illusions aussi nombreuses que vaines. Si elle n'y est pas arrivée, c'est qu'elle est incurable.

Ajoutons que les fortes dépenses auxquelles entraînerait une pareille Assemblée sont positives—et dans un Etat qui se plaint, avec raison, d'une absence presque totale des fonds les plus nécessaires, la question d'économie exige les plus sérieuses réflexions.

Les bienfaits dont nous jouirions sous un nouveau poste sont incertains, et nous ne pensons pas que la Louisiane soit actuellement dans une situation qui l'autorise à se passer la fantaisie de tentatives coûteuses.

Les erreurs commises par les Conventionnels de 1879, et que nous ne qualifierons pas, eut-on des suites que peu de classes ignorent, car elles en ont beaucoup souffert et en souffrent encore davantage aujourd'hui ; il serait donc inutile de les signaler aux hommes publics et aux législateurs, dont le devoir, quand ils le comprennent et ont à cœur de le remplir, est d'observer attentivement l'exécution, l'opération de leurs mesures, et, en cas de déceptions, de mécontentement, de pertes ou de désastre, d'en rechercher la cause pour y remédier.

Nous sommes d'avis qu'il faudrait, à moins d'obstacles que nous ignorons jusqu'ici, soumettre au peuple, en temps opportun et d'une manière qui empêcherait les bouleversements, les modifications qu'on sait être indispensables.

Rien encore ne nous oblige à croire que nous sommes incapables de nous diriger raisonnablement, ainsi que cela se pratique dans les communautés civilisées qui revendiquent et méritent l'honneur de pouvoir se gouverner elles-mêmes.

On s'imaginera difficilement qu'une terreur de la confusion soit susceptible de nous pousser à une entreprise que nous ne pourrions peut-être pas mener à bonne fin, et dont, probablement, le résultat nous désappointerait de nouveau.

Si on nous prononçant pour les modifications et contre une Convention, nous sommes dans l'erreur, notre désir ayant constamment été de veiller aux intérêts de l'Etat et de les défendre avec autant d'énergie qu'il nous est donné d'apporter à cette défense, nous reviendrons, loyalement, comme d'habitude, sur l'opinion que nous venons d'exprimer.

Mais en attendant qu'il nous soit prouvé que nous nous sommes trompés de la bonne voie, nous insistons sur les amendements.

La Cour Suprême a ordonné, hier matin, la mise en liberté de MM. Joseph Livaudy, George Osmond et J. L. Bonter, détenus—se rappelle-t-on de "Le Masseste."

La Constitution de la Louisiane, a-t-elle dit, par l'organe de l'honorable Fenner, veut qu'aucune loi qui porterait atteinte à la liberté de la Presse ne soit décrétée. Il n'est pas du tribunal qui soit autorisé à frapper de nullité les droits que garantit le texte. Si les articles publiés dans un journal constituaient un libelle, la personne contre qui le libelle est dirigé peut intenter un procès en dommages et s'adresser aux cours criminelles. L'action instituée contre "La Minerve" établissait une censure que les Etats-Unis ne reconnaissent pas.

Ajoutons encor, a dit le juge en terminant, n'a le pouvoir de lancer un ordre aussi absolu que celui en vertu duquel les défenseurs-propriétaires du journal ont été arrêtés et emprisonnés.

Le juge Lemarre a prononcé, hier, l'injonction par laquelle M. Stoddard Hotwell voulait empêcher l'Union des Ouvriers d'établir un en des abattoirs sur le fleuve en plein du fleuve, dans la rue Peters, et aux environs de cette rue, dans la troisième Section.

Le cour a donné toutes les parties de la pétition, excepté celle qui défend de couper la levée.

M. Howell bannit en demande sur ce que la construction d'abattoirs dans le quartier indiqué nuirait à la salubrité publique.

Les partisans du statu quo en matière de gouvernement municipal à la Nlle-Orléans affichent une piètre et sotte confiance dans la Législature, quant à leur maintien dans les fonctions, qu'ils exercent.

Cette assurance est-elle justifiée ?

Les administrateurs de la ville n'ignorent probablement pas que leur honneur à décider le Questeur des franchises du chemin de fer du Carrollton est un sujet d'étonnement.

Elle donne lieu à des commentaires dont ils ne tâtonnent de prendre connaissance, car ils prouvent, tous les jours, qu'ils s'inquiètent énormément de l'opinion publique.

Charte de la Nlle-Orléans.—M. Chaffen, un de nos représentants à la Législature, a soumis, mardi, son projet de charte de ville à la Chambre qui en a ordonné l'impression et en a renvoyé l'examen au comité des "Affaires de ville."

Les commissaires des réclamations d'immédiatement.—Il y a quelque temps, une majorité de cette commission a rendu une décision que les parties intéressées et le public ont à bon droit trouvé étrange. Un citoyen français réclamait la valeur d'une certaine quantité de coton que les autorités militaires des Etats-Unis avaient détruite en Louisiane, étant une partie de l'Etat qu'occupaient et que gouvernaient les rebelles.

Le tribunal déclara qu'aucune responsabilité ne pouvait s'attacher à l'acte des autorités militaires ci-dessus, parce qu'il s'était emparé sur un territoire et ne s'étendait pas alors la juridiction des Etats-Unis. Or, on sait que jamais le gouvernement fédéral n'a voulu admettre qu'aucune parcelle du territoire de l'Union eût à un moment quelconque, échappé à sa domination, et c'est pour cela qu'il cassait les décisions de rebelles. La Louisiane, même dans les mains des Confédérés n'en était pas moins une fraction de la République des Etats-Unis. Cette doctrine a été invariablement maintenue par la Cour Suprême de Washington ; et le Congrès, le Président, les ministres, les différents corps politiques constitués, dans leurs rapports avec les autorités civiles ou militaires de la Confédération n'ont dans aucune circonstance voulu admettre que les Etats insurgés eussent un seul instant cessé de faire partie du domaine national.

C'est ce qu'a établi d'une manière irréfutable le commissaire français, en s'opposant à la décision du Tribunal, et le Département d'Etat auquel il en a appelé a déclaré que ces vues étaient parfaitement fondées et lui a donné raison.

Le gouvernement français ayant été également saisi de l'incident, en attend la réponse pour remettre l'affaire en délibération.

La commission a tenu une nouvelle séance le 29 avril.

Assaut d'armes.—Tous les préparatifs sont terminés, et c'est positivement ce soir que le Club d'Orléans donne, à Grunewald Hall, le grand assaut d'armes auquel assistèrent un nombre considérable d'invités.

On sait l'attrait tout particulier qu'offre ce spectacle destiné à mettre vivement en relief la vigueur, la souplesse et l'agilité des tireurs. Ceux qui daivent prendre part à la lutte s'exercent depuis plusieurs semaines. Le tournoi sera donc extrêmement intéressant.

Le Utah, nous l'avons déjà dit, compte parmi ses membres un grand nombre de personnes sous les plus estimables et les plus considérées. L'élément franco-louisianais et l'élément anglo-américain y sont également représentés. On peut s'entendre à des paroles d'hommes doués vraiment de prudence et ce déplacement de la tente, de la cervelle, de la moitié, et à beaucoup de l'élégance, du coup-d'œil et de la précision, grâce aux excellentes leçons qu'ils ont reçues de leur professeur et à leur étude consciencieuse de l'arme.—Bonn, à ce soir. La séance s'ouvrira à 7 heures et demie précises.

Les Comités de la Législature

Voici comment se composent les comités permanents de la Législature qui siége depuis lundi à Baton-Rouge :

AU SÉNAT.

Comité judiciaire—J D Watkins, chairman ; W Leake, M J Cunningham, Chas Parlange, R E Kidd, C Newton, M J Foster, Wynne Rogers, Hampden Story, R S Perry.

Finances—W A Robertson, chairman ; Chas Parlange, W W Leake, Edwin Harris, T Y Aby, J N Augustin, H E Lacoss, B W Marston, J C Vance.

Milice—J M Augustin, chairman ; R S Perry, E C Davey, T Y Aby, Henry Demas.

Enregistrement (Enrollment)—R E Kidd, chairman ; Wynne Rogers, J C Vance, J F Pollock, T S Pentenet.

Agriculture, Commerce et Loyers—R E Lacoss, chairman ; J D Watkins, Thos J Buffington, Chas Parlange, Hampden Story, C Newton, W J Foster, D C Manton, Henry Demas.

Instruction publique—C Newton, chairman ; Thos Campbell, O B Steele, T S Pentenet, D C Manton, A D Battle, Richard Simmes.

Dépenses du Sénat—O B Steele, chairman ; T S Pentenet, J F Pollock, W W Leake, Adrien Nunez.

Corporations, etc—R S Perry, chairman ; R L Lockett, T J Buffington, J N Augustin, J D Watkins, E C Davey, H E Lacoss, Jas Sothoon, A D Battle.

Impressions—B W Marston, chairman ; J F Pollock, O B Steele, Jas. Hagan, Jordan Steward.

Salubrité et Quarantaine—T Y Aby, chairman ; R L Lockett, T J Buffington, Thos. Campbell, W A Robertson, Albert Estopinal, Jno Sothoon, Jas Hagan, B F Brian, Mayer Cahen.

A LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.

Nous nous bornerons à donner les noms des présidents (chairman) de chaque comité :

Instruction publique—Butler.
Banques—Aikins.
Pêcheries—Weems.
Impressions—Dongvers.
Relations fédérales—Ives.
Affaires de ville—Chaffen.
Affaires de paroisses—Henry.
Pénitentiaire—McCullough.
Voies et moyens—Ogden.
Enrôlement—McCain.
Commerce—Monday.
Homestead—Stringfellow.
Salubrité et quarantaine—Jackson, de Rapides.
Immigration et commerce—Gibson.
Election—McCullough.
Enregistrement—Carloy.
Prisons—Bailio.
Message du Président et législation constitutionnelle—Jeffries.
Liquidation de la dette de la ville—Speaker Ogden.
Dépenses éventuelles—Cade.

Voici la liste complète du comité de la liquidation de la dette de la Nouvelle-Orléans :

R M Ogden, Stringfellow, Compere, Ogden, de Soniat, Morgan, Duchamps, Berry, Bulger, McDonald, Mimi, Christian, Quinn, Locke, Massey, Curley, Aldham, Schneider, Heidenhain.

Le comité des voies et moyens se compose de :

Ogden, de Bonnie, Stringfellow, Compere, Kavanaugh, Wise, Aldham, Bulger, Berry, Mimi, Allain, Gardner.

Le comité des affaires de ville composé tout à la délégation de la Nouvelle-Orléans, ainsi que MM. Levy et Robertson.

HORSEPOWER ACID PHOSPHATE
Pour la Dyspepsie Nerveuse.

Le Dr EDWIN F. VOSE, de Portland, Me, dit : "Je l'ai prescrit avec plaisirs dans la dyspepsie nerveuse, et il n'a jamais manqué de faire du bien."

La cultures de la soie.

Nous regrettons que l'initiative de cette industrie, aussi charmante que productive, n'ait pas eu lieu dans notre Etat, mais dans celui du Mississippi.

Ce n'est pas la première fois que nous nous occupons de cet important sujet, et nous lui avons déjà consacré plus d'un article.

Il vient de s'établir, à Corinthe, une compagnie pour exploiter la culture des vers à soie. Une magnanerie magnifique va s'élever près de la ville. M. Banshaw qui, avec M. Roussel, a déjà obtenu de brillants succès dans cette culture, est le président de la compagnie. Tous les travaux sont sous la contrôle de M. L. S. Crozier, dont le nom est déjà bien connu de nos lecteurs. M. Crozier est peut-être l'autorité la plus incontestée qu'il y ait aux Etats-Unis, en pareille matière. Sous sa direction, l'entreprise ne peut que prospérer. La compagnie possède quatre cent mille mûriers de la meilleure qualité, beaucoup plus qu'il ne lui en faut pour bâtir les bouches de sa propre exploitation ; elle compte fort aise de trouver des acheteurs à qui elle livrerait ces plants. Ce n'est pas un intérêt grossier qui l'anime en agissant de la sorte : c'est le désir de propager une industrie dont le succès est certain, et qui peut tirer le pays des embarras inextricables où l'a jeté la culture exagérée du coton.

Avec quelque peu de soin, il est si facile, si peu coûteux de faire une belle récolte. Les deux grandes opérations, la ponte et le filage, ne prennent que 35 à 40 jours. Une femme et un petit enfant peuvent soigner et nourrir les vers sortis de 2 onces d'œufs produisant en moyenne de 150 à 200 livres de cocons. Vendus 35 cents la livre, les cocons rapporteront $112 50 ; la dépense ne dépassant pas $12 50 ; reste un gain net de $100. Et, votre récolte faite, vous pouvez vaquer à vos autres travaux de ferme.

Nous croyons fermement que la culture de la soie est appelée à devenir une des grandes sources de richesse de la haute-Louisiane, et nous serions heureux de voir s'y multiplier les magnaneries.

Utah et son peuple.

Il peut paraître étrange de voir débattre le mormonisme sur non de la morale, c'est, cependant, ce que nous lisons dans une brochure portant le titre ci-dessus et publiée par un gentil, un ancien fonctionnaire des Etats-Unis. L'auteur qui déclare n'être pas lui-même mormon, ne tient-il pas à la secte par certains côtés cachés ? Nous l'ignorons. Mais je mais, croyons-nous, on n'en a ni chaleureusement pris sa défense.

—Ce livre commence par une esquisse de la vie de Joseph Smith, dont il fait un apôtre convaincu, et dont il défend la mémoire contre tout reproche d'imposture.

Il passe ensuite en revue l'histoire des différentes Eglises de la secte, les pensécutions, des sévérités dont elle a été parfois la victime, mais la n'est pas notre Pénétré du livre. Nous le trouvons surtout dans certains détails peu connus, et qu'on lira non sans curiosité.

Toute religion est non seulement tolérée, mais protégée par la plus grande loi. Toute église, à quelque secte qu'elle appartienne, est exempte de taxe. Brigham Young a donné plus de $1000 pour l'érection d'églises non-mormonnes, $500 aux catholiques, une assez forte somme pour une chapelle épiscopalienne, un terrain aux juifs pour en faire un cimetière.

Toutes les fois qu'un ministre d'une religion quelconque jouissant d'une certaine réputation, visite Salt Lake City, on offre à son éloquence l'hospitalité de la chaire du Tabernacle.

L'auteur donne ensuite le résultat du recensement fait, l'hiver dernier, dans les prisons de l'Utah.

A Salt Lake City, il y a une population moyenne de 75 mormons sur 25 non mormons.

Dans le comté, une moyenne de 8 mormons sur 20 non-mormons. En bien, dans la prison de ville, il y avait 25 condamnés, dont pas un seul mormon ; dans celle du comté, 6, tous étrangers à la secte. Le gardien de la prison déclarait que pendant 5 années, il n'avait eu à donner que trois mormons.

Dans tout l'Utah, la proportion entre les deux populations orthodoxes et hétérodoxe est de 83 à 17, et il y avait alors un pénitencier cinquante un prisonniers, dont 5 mormons et 46 gentils. Sur 200 condamnés, huit à dix (je, il n'y en a pas une douzaine qui ne soient jamais par des mormons ; il n'y a pas un seul joueur de profession dans l'Etat qui appartienne à la secte. 55 pour cent des avocats ou homme vivant de chicane sont anti-mormons, la secte entre pour 10 pour cent dans les médecins.

Du 1er janvier au 8 décembre 1881, il y a eu, dans l'Utah, 1000 arrestations, dont 169 hommes, femmes et enfants mormons ; le reste, c'est-à-dire 851, appartenant aux différentes classes des gentils.

Certes, ces chiffres, qui ne sont pas contestés, provoquent plus d'une triste réflexion. Sont-ils une sorte de démonstration en faveur du mormonisme ?

Non, certes, ils prouvent seulement que les gentils qui habitent l'Utah ne sont pas la douane du panier des populations chrétiennes.

Dimanche dernier, 9 courant, un cyclone s'est formé près de San Antonio, Texas. Les dégats sont considérables. Le fosse en était si grand qu'elle démontrait les arbres et qu'il a enlevé la maison et les dernier de M. Roux. Ce dernier a eu toutes les peines à sauver sa famille ; un de ses fils a reçu des contusions très graves. On peut se faire une idée de la violence du tourbillon par ce fait qu'il a transporté, à une distance de plus de cent yards, des pièces d'une grosseur énorme.

Neuf cents personnes sont parti samedi dernier de New York pour l'Europe. Parmi les voyageurs, on remarquait W. L. Vanderbilt, George W. Vanderbilt, J. H. Vanderbilt, M. et Mme George Q. Whitney, de la Nouvelle-Orléans.

En avril 1880, lorsque le premier train traversa Albuquerque, Nouveau-Mexique, un dames d'Alchimens, il n'y avait, dans cette partie de l'Etat, qu'une seule maison habitée par un mexicain ; maintenant cinq mille habitants animent cette solitude, et on trouve un grand nombre de belles maisons, plusieurs hôtels, six églises, deux journaux quotidiens, deux lignes d'omnibus, gaz, etc.

Le Dr J. Carrière.—M. le Dr J. Carrière, fils de M. Antoine Carrière, de la Nlle-Orléans, après de fortes études médicales faites à Paris, s'y est établi d'une manière définitive et y exerce sa profession depuis plusieurs années. Le talent de notre jeune compatriote, développé et mûri par une longue et pénible pratique des hôpitaux, est tel que c'est trop relever pour que nous ne le recommandions pas de la manière la plus pressante aux Louisianais qui vont à Paris : c'est pour eux un devoir, et nous le remplissons avec plaisir. Le Dr Carrière a son cabinet au No. 2, rue Furstel, près le Boulevard Malesherbes.

Mardi matin nouveaux partis hier, par le train spécial de Lauderdale et Meridien un détachement d'une soixantaine de membres de l'Association commerciale de la Nouvelle-Orléans, accompagnant d'une soixantaine de commerçants de Meridien. M. Howell va passer une partie de juillet et août à la campagne, à Meridien, et retournera vers Cornelia à la rejoindre dans août, l'automne prochain. Bon voyage.

"L'Ayer American Almanack" a fait son apparition dans le monde littéraire. Cette charmante publication est bien accueillie dans toutes les familles. Elle renferme d'excellents articles, le tout de médecine, des conseils pratiques, beaucoup de renseignements utiles, d'anecdotes amusantes sont rassemblés pour les petits et les grands. Une foule de choses qu'il est nécessaire à faire connaître les propriétés curatives de la célèbre Salsepareille d'Ayer sont exposées et discutées avec beaucoup de talent. Les maladies auxquelles elle est applicable sont énumérées et décrites ; le diagnostic est facile et clair, et chacun pourra, sans aucune difficulté, s'administrer le remède approprié à son cas particulier. L'Almanach contient le portrait d'un grand nombre de personnes qui ont dû leur santé et leur vigueur à l'usage de ce remède merveilleux. On peut se le procurer gratuitement en s'adressant à un pharmacien ou un dépôt de médecines quelconque.

Les médecins de notre ville sont unanimes à déclarer l'efficacité de Kidney-Wort dans les fatigue.

Nouvelles Télégraphiques.

Paris, 6 mai.—Le rente est cotée 84 francs 10 c.

Les affaires d'Algérie à la Chambre.

Paris, 6 mai.—Hier, à la Chambre des députés, M. Ballue a attaqué la politique du gouvernement au sujet de l'Algérie et demandé l'occupation de Figuig. M. de Freycinet a répondu que le gouvernement devra peut-être occuper Figuig.

L'Irlande et le Pape.

Rome, 6 mai.—Le pape, en recevant une députation irlandaise qui était venue lui présenter l'adresse du Rév. Dr McCabe au cardinalat, a dit qu'il désirait non seulement récompenser le Dr McCabe de ses nombreux services, mais encore donner à l'Irlande un nouveau gage de son amour de la tranquillité. Quant à la question politique, il a terminé en félicitant toute le catholique Irlande.

Le canal de Corinthe.

Londres, 6 mai.—La cérémonie du premier coup de pioche sur la ligne du canal de Corinthe a été exécutée hier par le roi de Grèce.

Les protecteurs des juifs de Russie.

Londres, 6 mai.—On télégraphie de Berlin au Times : "M. Hirschfelden, banquier, a souscrit £1,000 pour les juifs de Russie. Une députée de membres de Frolinghuysen à M. Hofman, au sujet du traitement des juifs de Russie, a produit une impression des plus favorables dans les cercles libéraux. La République des Etats-Unis est maintenant probablement, au lieu de l'Angleterre, le champion des faibles et des opprimés."

Tremblement de terre en Espagne.

Madrid, 6 mai—Un nouveau tremblement de terre a été ressenti hier à Grenade. Plusieurs maisons ont été détruites.

L'incendie du Ring Theater.

Vienne, 6 mai—Dans la procès des personnes accusées de négligence criminelle dans le cas de l'incendie du Ring Theater, M. Heinemberger, le chef d'orchestre, a déposé qu'aussitôt après que l'incendie eut éclaté, il a demandé au commissaire de police Landsteiner de faire rapporter la représentation ; mais celui-ci répondit qu'il y avait du monde à Flandrier, mais M. Landsteiner lui a répondu que tout le monde avait été sauvé. M. Landsteiner a été avoir rencontré M. Heinemberger, mais la femme et le fils de celui-ci ont confirmé son assertion. Un autre témoin a déposé qu'il avait entendu M. Landsteiner dire à l'architecte : Il brûlera que tout le monde était sauvé. Ce témoignage a causé une profonde sensation.

"L'Anneau des Nibelungen" à Londres.

Londres, 6 mai—La première partie de "l'Anneau des Nibelungen" de Wagner a été représentée hier soir au théâtre de Sa Majesté. Le public était comblé les principaux noyaux en ont été prononcés. Le succès de l'entreprise a été bien accueillie. Le Standard dit que la grandeur de "l'Anneau des Nibelungen" doit être confidemment admise. D'après le Post, le spectacle n'est pas fait pour les amateurs d'un chanteur individuel, mais à tous. Le Times dit que les représentations de "l'Anneau des Nibelungen" a été un succès triomphant.

Une Société de Crédit Mutuel en France.

L'insuffisance du crédit est certainement pour quelque chose dans la mauvaise des affaires. Les esprits économiques ne sont pas point seules à l'avouer. S'il appartient aux législateurs de rétablir, approprié, dans la mesure du possible, les conditions normales du crédit, c'est aux intéressés eux-mêmes à en chercher les moyens. Les merveilleux effets de l'association, dans les sociétés coopératives, actuellement étudiés, pratiqués, envisagés à ce point de vue, produisent des résultats supprenants. La simplicité, toujours si précieuse partout où on la rencontre, est ici d'une insurpassable utilité.

Que peut le petit commerçant livré à lui-même ? Exposé par d'heureux faits et par la concurrence des gros capitaux coalisés, il pourrait déjà très difficilement se livrer à de remunérateurs opérations. Eh bien ! tout cela ne serait rien encore si la famille l'empêchait à des conditions économiques acceptables à lui. Constituer des approvisionnements importants est, en grande partie, son but principal. Mais les fonds ne lui permettent pas toujours de l'atteindre. A qui recourir alors ? Le banquier ? Mais il ne prête point son argent au premier venu. Le livret-li, il faudrait encore trop et on ne serait pas à de trop grandes conditions. Il faut toujours compter avec les nécessités du moment.

D'un autre côté, si difficiles que soient les bonnes affaires pour le petit commerçant, il n'est pas moins vrai de dire que ne voyons quelquefois à la tête de quelques petites économies. L'épargne ne le laisse certes pas indifférent. Il en connaît les excellents côtés, et dès qu'il y peut recourir, il ne néglige rien. Si le petit commerçant pouvait seulement que les économies, même minimes, acquièrent, par leur réunion, une force considérable et réconfortante sont fort rares.

Donc, une association par laquelle en arriverait à constituer un capital respectable rapportant un intérêt raisonnable et à la portée duquel on obtiendrait, le cas échéant, quelques avances permettant de faire honneur à des échéances, serait une entreprise que l'on pourrait assurément sans arrière-pensée. Les démocrates en politique ; ce n'est pas pour arriver à cette chose que nous avons si réclamé le bon gouvernement. Mais est-ce que c'est là un bien hors de prix. La démocratisation—ma foi ! nous risquons le mot !—la démocratisation du crédit, est—ce n'est pas non plus, un mince avantage—destinée à faire avancer d'un grand pas la prospérité du petit commerçant. Les grandes entreprises pour les entreprises gigantesques, et ils en font. Ne voudront à se grouper autour d'une convention il est permis d'espérer, d'attendre les meilleurs résultats ?

Les grands financiers, les capitalistes manquent ne peuvent s'occuper lorsqu'il s'agit de leurs intérêts, et les petits, les faibles, voudraient ne point porter leur épargne à une société de cette importance ? Car cette société existe ou du moins elle est sur le point d'exister.

L'épargne et le petit, ces deux intéressantes classes de la société, la source économique et industrielle de notre époque, étaient réunis, s'aidaient, s'encourageaient, s'élevaient, pouvaient, en vivant, à ce point de vue, produire des résultats surprenants. La simplicité, toujours si précieuse partout où on la rencontre, est ici d'une inappréci